



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
Site de Limoges  
22, rue des Pénitents Blancs  
87039 Limoges

Limoges, le 13/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SARL LAGRIFFOUL**

10 Le Marchadeau  
87800 Burgnac

Références : UD87-2024-242  
Code AIOT : 0003106881

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2024 dans l'établissement SARL LAGRIFFOUL implanté 10 Le Marchadeau 87800 Burgnac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de l'application de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mai 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL LAGRIFFOUL
- 10 Le Marchadeau 87800 Burgnac
- Code AIOT : 0003106881
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL LAGRIFFOUL exerce des activités de travail du bois dont la première finalité est la production d'éléments de charpente.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, point 2.7	Demande d'action corrective	30 jours
6	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, point 4.2	Demande d'action corrective	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Acoustique	AP de Mise en Demeure du 24/05/2024, article 1er	Levée de mise en demeure
2	Acoustique	AP de Mise en Demeure du 24/05/2024, article 1er	Levée de mise en demeure
3	Risque incendie	AP de Mise en Demeure du 24/05/2024, article 2	Sans objet
5	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, point 3.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments transmis dans le cadre de l'application de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mai 2024 (rapport acoustique en particulier) et les constatations effectuées lors de la présente inspection ont permis de vérifier le respect dudit arrêté qui pourra donc être abrogé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Acoustique

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/05/2024, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Acoustique
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SARL Laurent LAGRIFFOUL, exploitant une installation de travail du bois sise 10 Le Marchadeau 87800 BURGONAC, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 8.1. (valeurs limites de bruit) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 susvisé selon les actions et délais suivants :  - <b>Sous 1 mois</b> , confirmation des actions engagées pour permettre d'exercer les activités de travail du bois en fermant les bâtiments (bâtiment scierie et bâtiment bois de chauffage). Cette confirmation prendra notamment appui sur justificatifs tels que devis signés, planning de travaux, ... ;  - <b>Sous 3 mois</b> , réalisation des travaux prévus au point précédent. L'attestation de cette réalisation pourra notamment prendre appui sur la transmission de photographies ;
<b>Constats :</b>  Dans les délais impartis, la SARL LAGRIFFOUL a communiqué les actions planifiées pour exercer les activités dans les bâtiments scierie et bois de chauffage fermés. Dans un second temps, les justificatifs de réalisation des travaux ont été transmis. Pour le bâtiment bois de chauffage, les actions ont concerné la mise en place de "lanières cristal" sur les deux ouvrants (accès grumes et sortie produits finis). S'agissant du bâtiment scierie, outre les portes déjà présentes au niveau de la sortie "produits finis courts", les aménagements ont consisté, d'une part, en la suppression du deck et la mise en place d'un rideau coulissant pour fermer l'accès en grumes alimentant la scie et, d'autre part, en la mise en place de "lanières cristal" pour la sortie des "produits finis longs". La réalisation de ces aménagements et leur mise en oeuvre ont été constatés lors de la présente inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il conviendra toutefois de remettre en place les 2 galets sortis de la glissière pour le rideau coulissant permettant la fermeture de l'accès des grumes pour la scie. De même, un "graissage" au niveau des portes coulissantes dédiées à la sortie "produits finis courts" apparaît indiqué pour faciliter la manoeuvre de ces portes et en supprimer le grincement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Acoustique

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/05/2024, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Acoustique
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SARL Laurent LAGRIFFOUL, exploitant une installation de travail du bois sise 10 Le Marchadeau 87800 BURGNAC, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 8.1. (valeurs limites de bruit) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 susvisé selon les actions et délais suivants :  - <b>Sous 5 mois</b> , réalisation d'un nouveau contrôle acoustique a minima au niveau de la ZER susmentionnée et transmission du rapport.
<b>Constats :</b>  Le contrôle acoustique a été réalisé le 10 septembre 2024 par le bureau d'étude AcousticDia. Les mesurages du bruit ambiant ont été effectués au niveau de la ZER prévue par l'arrêté préfectoral de mise en demeure et dans la configuration suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• absence de fonctionnement simultané des machines (scie bois de chauffage, banc de scie des grumes, raboteuse) selon le mode de travail déclaré par l'exploitant ;</li><li>• fermeture des portes.</li></ul> L'émergence maximale ainsi mesurée, que ce soit en LAeq ou L50, se situe à 4,0 dB(A) soit inférieure à la valeur limite applicable de 6,0 dB(A).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 3 : Risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/05/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SARL Laurent LAGRIFFOUL, exploitant une installation de travail du bois sise 10 Le Marchadeau 87800 BURGNAC, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 4.2. (moyens de lutte contre l'incendie) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 susvisé selon les actions et délais suivants :  - <b>Sous 5 mois</b> , mise en œuvre de la réserve incendie mentionnée dans l'avis du SDIS susvisé transmis par courrier du 11 avril 2022. L'attestation de cette réalisation pourra notamment prendre appui sur la transmission de photographies.
<b>Constats :</b>  Lors de la présente inspection, il a été constaté la mise en place de deux bâches souples effectivement remplies avec raccordements pour pompage accessibles. Une voie derrière le site a été aménagée pour accéder à ces réserves d'eau sans entraves par un éventuel sinistre sur les installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, point 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre vi du titre ii du livre ii de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.
<b>Constats :</b>  Le dernier contrôle électrique annuel a été réalisé le 12 septembre 2024 par le bureau SECOPREV. Plusieurs observations sont formulées qui conduisent à la conclusion que "l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion".
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Il convient de procéder aux travaux permettant de lever les observations formulées par le contrôle SECOPREV. Un échéancier de travaux devra être communiqué.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 5 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, point 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
<b>Constats :</b>  Les locaux et leurs abords sont globalement propres. Quelques légers amas de poussières ont toutefois été constatés notamment au niveau de moteurs électriques (banc de scie). <b>Il convient de conserver une fréquence appropriée de nettoyage.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I, point 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : a) Pour toutes les installations : - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés
<b>Constats :</b>  Plusieurs extincteurs sont répartis à l'intérieur des locaux. Toutefois, la dernière vérification périodique date d'avril 2022 selon les marquages apposés sur les extincteurs ne respectant ainsi pas la fréquence annuelle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Il convient de procéder à la vérification annuelle des extincteurs. Un justificatif de la réalisation de ce contrôle sera à transmettre.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours